



MALTE Dans l'enfer des migrants en quête d'eldorado

Depuis le début des années 2000, quelques 19 000 migrants sont arrivés à Malte. Coincés sur cette île et avec peu de perspectives, la plupart d'entre eux vivent dans l'inconnu et naviguent à vue. Reportage.

Par DAMIEN ROULETTE, envoyé spécial

« **C'**est foutu pour aujourd'hui ! » Bonnet sur la tête malgré les quelques 30 degrés qui plombent Malte, l'Ivoirien Keïta fait les cent pas près du rond-point de Marsa. Le long des trottoirs, ils sont une petite trentaine à attendre, comme lui, qu'une camionnette daigne s'arrêter pour leur proposer un petit job au noir, l'espace de quelques heures ou d'une journée complète. Il est midi, l'ombre est agonisante, la volonté s'ébranle. « Je suis là depuis cinq heures du matin mais personne ne s'est arrêté », déplore le jeune homme de 22 ans. « Moi, je ne parle pas anglais, c'est plus dur », constate-t-il. Keïta

“ On n'avait pas à boire, pas à manger. On buvait de l'eau de mer pour résister. C'était terrible. ”

s'en retourne prendre le bus X4 pour rentrer au centre ouvert « Hal Far Hangar », l'un des six centres d'accueil pour migrants gérés par les autorités maltaises. Keïta fait partie des 65 900 personnes qui sont parvenues à traverser la Méditerranée en direction de l'Espagne, de l'Italie, de Malte ou de la Grèce depuis le début de l'année. Selon l'Organisation internationale des migrations (OIM), 1 829 chercheurs de vie meilleure y ont péri ces cinq derniers mois. Originaire de la région de Tonkpi, Keïta est arrivé sur l'île de Malte au mois de janvier « après huit jours en mer », en provenance de la côte libyenne. « On n'avait pas à boire, pas à manger. On

buvait de l'eau de mer pour résister. C'était terrible. » Son visage rond ne trahit pourtant rien des difficultés que les 76 autres survivants et lui ont traversées avant d'être sauvés par les garde-côtes maltais dans la matinée du 22 janvier 2015. Tout au plus, souffle-t-il un « ce n'est pas facile, non ! ».

Ô ITALIE ! - Syriens, Ethiopiens, Erythréens, Ouest-Africains, tous, lorsqu'ils partent de Libye, veulent rejoindre l'Italie. « Là-bas, on vous donne facilement des papiers », dit-on. Souvent, le trajet, qui ne devait durer que quelques heures, se transforme en cauchemar. « Après deux, trois jours, il n'y avait plus d'essence », explique Barry, « le bateau a dérivé avec

le vent ». Au lieu de prendre la direction de Lampedusa, l'embarcation dévie à l'est, vers les côtes maltaises. Le Guinéen Barry est un pote de galère de Keïta. Il avait une bonne situation au pays, bossait pour Nestlé, mais a fui le virus Ebola. Son épouse est décédée à l'hôpital au cours des premiers jours de l'épidémie. Avec son frère, il a voulu récupérer le corps pour offrir à son épouse des funérailles convenables. A l'encontre des mesures d'hygiène. « J'étais recherché par la police et j'ai fui. » Direction le Mali, le Burkina Faso, puis le Niger et enfin la Libye « où j'ai travaillé trois ou quatre mois pour payer la traversée ». La traversée a coûté quelque mille dinars libyens (environ 650 euros). « D'abord, les passeurs nous ont amenés dans une maison, nous expliquant que nous devions partir le lendemain. Mais nous y sommes restés deux semaines, enfermés. On recevait à boire et à manger mais on n'était pas bien traité. On devait rester à même le sol, il y avait des punaises qui nous piquaient », détaille Barry. Vient le jour du départ : faire demi-tour n'est pas une option car les passeurs ne ré-

pondent que par les armes. Embarquer est la seule issue ! Barry et Keïta se souviennent tous deux de la traversée en bateau : « A bord, il y avait des gens traumatisés. Ils sautaient d'eux-mêmes : ils se levaient et disaient qu'ils allaient acheter des biscuits ou de l'eau et sautaient dans l'eau. » Sur les 122 passagers initiaux présumés, 39 auraient perdu la vie. Avec leur pantalon-jogging bleu et leur t-shirt orange, signes qu'ils viennent de sortir de détention, Keïta et Barry sont facilement identifiables dans le centre ouvert de « Hal far Hangar ». A Malte, la détention systématique est de mise pour tous les migrants jusqu'à ce qu'une décision soit rendue concernant leur demande d'asile. L'enfermement derrière des grilles surmontées de barbelés et la privation de tout contact avec l'extérieur peut durer de quelques semaines à dix-huit mois. « On te met là-dedans et tu ne comprends pas pourquoi ! On n'est pas des criminels quand même ! », tempête Mbemba Bayo, l'un des Sénégalais arrivés en compagnie de Keïta et Barry. « Il n'y avait qu'un téléphone fixe pour tout le monde. C'est la prison ! » L'avis est largement partagé.



Faisant partie de l'équipée du dernier et seul bateau arrivé à Malte en janvier 2015, le Sénégalais Mbemba Bayo, 28 ans, revoit la mer pour la première fois depuis sa sortie de détention, le 7 mai.



A Malte depuis dix ans, Hasniya n'a toujours pas de papiers

LETHARGIE - En plein après-midi, le centre de « Hal Far Hangar » est plongé dans une léthargie profonde. Il n'accueille que des hommes célibataires, les mineurs et les familles sont regroupés dans deux autres endroits qui leurs sont consacrés. Les va-et-vient sont rares, les quelques-uns qui ont pu trouver du travail reviennent progressivement. La plupart des résidents s'alanguissent dans les containers qui leur servent de chambre. « On dort à huit ici », explique Bakary, un Malien longiligne originaire de Gao qui a fui la guerre. Deux fenêtres »

Les vertus du Plan S

La solidarité communautaire est une réalité quotidienne. Des groupes se sont créés au fur et à mesure des arrivées selon la nationalité. Que ce soit pour aider les nouveaux arrivants à s'en sortir ou encore pour mutualiser les coûts, chacun met la main à la pâte. « Nous avons créé cela afin de nous s'aider, qu'il y ait le bonheur ou le malheur », explique Ousmane Dico, surnommé le « Président » des Ivoiriens. Il explique que chaque dernier dimanche du mois, chacun cotise cinq euros qui sont placés sur un compte bancaire. « En cas de mariage par exemple, chacun participe pour qu'au moins ce soit une belle fête. Par contre si quelqu'un décède à Malte, on s'organise avec ses parents, au pays, ou si quelqu'un a perdu l'un de ses parents en Afrique, on essaie de voir comment on peut faire pour l'aider sur le plan financier. »

» viennent illuminer l'exigu 18 mètres carrés. Il y règne une atmosphère de colère matinée d'indignation. Ici, un Malien reste allongé à écouter de la musique ; là, un autre regarde le plafond sans ciller.

Bakary sort un tas de papiers officiels de son sac : des rejets de sa demande d'asile ; des papiers d'identité provisoires, valables tantôt trois mois, tantôt six. « *Que vont-ils faire ? Me renvoyer chez moi ? C'est la guerre ! Mes parents sont morts, je n'ai plus personne* », enrage-t-il en rangeant ses documents. Sans

“ Faire demi-tour n'est pas une option car les passeurs ne répondent que par les armes. Embarquer est la seule issue ! ”

statut de réfugié ni protection subsidiaire (accordés selon la situation du pays d'origine du demandeur), les migrants ne peuvent quitter l'Etat insulaire. En la matière, les Ouest-Africains sont les moins bien lotis : sans accord d'extradition avec leur pays d'origine et sans papiers définitifs, ils sont condamnés à rester. Un Gambien rentre alors dans le container : « *Malte ? C'est le pire pays au monde ! Regardez dans quelle situation nous sommes ! Je ne les laisserai pas me renvoyer chez moi, je me*

suiciderai avant ! Et s'ils me mettent dans l'avion, personne ne s'en sortira ! » Bakary sort du container et se dirige vers une mosquée improvisée dans l'un des containers du centre. L'absence d'activités l'invite à respecter les cinq prières par jour. A Malte depuis environ un an, Bakary attend. C'est le quotidien de milliers de migrants arrivés dans l'Etat insulaire depuis le début des années 2000. Attendre ! Qu'une opportunité d'emploi se présente, même pour quatre euros de l'heure. Qu'une convocation arrive concernant l'octroi de papiers d'identité qui permettront, enfin, de quitter « l'île-prison ». Qu'une invitation du Commissaire aux réfugiés leur parvienne pour annoncer que le statut tant convoité de réfugié leur a été octroyé.

Comme Bakary, nombreux sont ceux qui trouvent refuge dans la prière. Dans l'entrée de l'église Saint James de La Valette, la capitale maltaise, des dizaines de paires de chaussures sont alignées sur les marches et attendent leur propriétaire. A l'intérieur, un prêtre éthiopien, Solomon Hailé, célèbre une messe orthodoxe à laquelle nombre d'Erythréens et d'Éthiopiens assistent chaque dimanche matin. « *C'est important de se rassembler, de retrouver une liberté de culte pour certains* », précise-t-il dans son habit vert, une croix de bois dans la main droite. Cela fait maintenant plusieurs années, peut-être huit ou neuf, personne ne sait vraiment, que cette église catholique accueille un office orthodoxe. A la sortie, tout le monde échange quelques mots, partage un bout de pain. Solomon Hailé est très vite pris en aparté par l'un ou l'autre fidèle.

PIERRE ANGULAIRE - A quelques pas de là, une autre messe est célébrée par le père Vella. A la fois prêtre et directeur de la « Emigrants Commis-

sion », il est une pierre angulaire de la vie de nombreux migrants. Avec d'autres pères, il propose des cours d'anglais, des logements à loyer avantageux, un accompagnement psychologique et moral ainsi qu'une assistance pour les démarches administratives.

Hasniya est l'une des bénéficiaires de l'aide proposée par le père Vella et les siens. A 53 ans, cette mère de quatre enfants n'a plus foi en l'avenir : « *Cela fait dix ans que je suis ici, je n'ai pas de papier pour quitter le pays et pour aller voir l'un de mes fils en Norvège*. » Deux de ses fils sont restés au Tchad tandis que le dernier, né d'un deuxième mariage, vit avec elle dans une chambre de dix mètres carrés. « *Aujourd'hui, c'est pour mes enfants que je me bats. Moi, je n'ai plus de projet. Je gaspille mon temps ici* », résume-t-elle en cuisinant quelques frites pour son benjamin.

Ezekiel déboule dans la cuisine à l'appel de sa mère. Il est né à Malte et n'a jamais vu le Tchad. Du haut de ses huit ans, il ne s'est jamais demandé quelle était sa nationalité. Il suit une scolarité tout à fait normale et s'exprime d'ailleurs plutôt en anglais et en maltais qu'en arabe ou en français. « *Financièrement c'est difficile* », reprend Hasniya, « *je fais le ménage quelques heures par semaine pour gagner quelques euros... ce n'est pas suffisant*. » Enveloppée de son lafaye rose, la Tchadienne se met à rêver à voix haute : « *J'irai aux Etats-Unis et je pourrai reprendre une vie si Dieu le veut*. » Un petit espoir pour la génération qui suit, Inch'Allah. ■

Malte en quelques chiffres

Superficie : 316 km²
Population : Environ 446 000 habitants (2013)
Taux de chômage : 4,5% (2014)
Top 3 des nationalités ayant reçu une protection à Malte (2004-2014) : Somalie (5627), Erythrée (2401) et Syrie (854)
Migrants arrivés par bateau à Malte depuis 2003 : 17 585

UNION EUROPÉENNE Présence en mer et traque des passeurs

Face aux nombreux drames de l'immigration en Méditerranée, dont le plus meurtrier a coûté la vie, en avril dernier, à huit cents migrants, l'Union européenne s'est mobilisée pour renforcer sa présence en mer.

Par LISE OUANGARI



© ALFONSO DI VINCENZO / AFP

▲ L'UE a décidé de renforcer sa présence en mer. Ici un patrouilleur de la marine militaire française et son commandant

Ce drame est un aveu d'échec pour la politique migratoire de l'Union européenne (UE) qui souffre de ne pas disposer d'une stratégie établie sur le long terme. À l'issue d'un sommet extraordinaire qui s'est tenu le 23 avril, l'UE a décidé de « *renforcer [sa] présence en mer, de lutter contre les trafiquants, de prévenir les flux migratoires illégaux et de renforcer la solidarité et la responsabilité internes* », a rapporté dans un communiqué Preben Aamann, le porte-parole du président du Conseil européen. L'UE s'est engagée à tripler les moyens de l'opération Triton coordonnée par l'agence européenne

de surveillance des frontières extérieures, Frontex. Cette action remplace depuis novembre 2014 l'opération de secours « Mare Nostrum » que l'Italie finançait seule à hauteur de 9 millions d'euros par mois, tandis que Triton ne disposait, jusque-là, que de 3 millions d'euros pas mois.

Lancée en octobre 2013, « Mare Nostrum » avait permis de sauver 150 000 personnes avant d'être arrêtée en novembre 2014, car des responsables européens jugeaient qu'elle avait rendu les voyages plus sûrs et incitait les passeurs à multiplier les traversées. La nouvelle mesure devrait assortir Triton d'une mission humanitaire, alors que sa mission première est avant tout celle du contrôle mili- »

Morts en mer, droit de suite...

Difficile d'établir des statistiques précises quant au nombre de migrants morts en mer Méditerranée. Certains corps sont bel et bien repêchés mais d'autres sombrent. Qu'advient-il dès lors des corps qui ont pu être repêchés ?

Glen Cachia de la Croix-Rouge maltaise explique que « *des photos des corps et des biens sont prises, une description détaillée des corps est réalisée et un échantillon ADN est prélevé* ». Les corps sont ensuite numérotés parallèlement aux cercueils avant d'être enterrés de manière anonyme dans une tombe commune comme c'est le cas au cimetière de Paola, près de la capitale maltaise. « *Toutes ces informations sont conservées en cas de demandes de proches* », détaille Glen Cachia.

Ainsi, Malte a recueilli 24 corps depuis le début de l'année 2015 et deux demandes d'identification ont été soumises. Celles-ci proviennent soit de familles, soit de proches.



© MATTHEW MIRABELLI / AFP

▲ Prières à des migrants qui ont péri en mer

Fonds pour le journalisme

Ce reportage est soutenu par le Fonds pour le journalisme et la Fédération Wallonie-Bruxelles

» taire. Mais Triton n'opère que dans les eaux territoriales européennes et non jusqu'aux côtes libyennes comme pouvait le faire « Mare Nostrum ».

« Il ne suffit pas d'augmenter le nombre de bateaux de l'UE dans la Méditerranée si leur principal objectif reste de protéger les frontières de l'Europe plutôt que les personnes qui perdent la vie en mer en tentant de parvenir au continent », a indiqué dans un communiqué Kenneth Roth, le directeur exécutif de Human Rights Watch. « Les nombreuses personnes fuyant les violences et la persécution continueront à courir le risque de périr en mer jusqu'à ce que l'Europe mette en place des voies de migration sûres et légales », a-t-il ajouté.

L'UE a promis de répartir 5 000 réfugiés syriens sur le territoire européen. La politique migratoire européenne est en proie aux priorités nationales des pays membres qui rechignent à s'accorder sur une répartition équitable des demandes d'asile, délaissant



© ALESSIO PADUANO/NURPHOTO

cette responsabilité aux pays en première ligne comme l'Italie. Si des mesures ont été adoptées, des observateurs regrettent que le fond de la stratégie européenne n'ait pas véritablement changé et que de nombreux détails restent encore à être fixés.

Ce cimetière aux portes de l'Europe ne décourage pas

les migrants qui fuient les dictatures et les conflits en Afrique et au Proche-Orient. Christiane Berthiaume, porte-parole de l'Organisation internationale des migrants (IOM) à Genève témoigne : « Dans nos centres en Afrique, on essaie de les dissuader. Une fois, l'un d'eux a répondu : Vous savez, moi, je viens de l'enfer alors si j'ai une petite chance, je la prends ! »■

Des réseaux de trafiquants organisés

Opérant autrefois de manière « artisanale », les passeurs ont désormais des réseaux très organisés que l'Union européenne entend traquer et démanteler. Aussi, l'UE a-t-elle annoncé, lors du sommet extraordinaire tenu le 23 avril dernier, vouloir saisir et détruire les embarcations transportant des migrants, et intervenir militairement en Libye contre les réseaux de passeurs. La situation anarchique en Libye profite actuellement aux passeurs qui agissent presque en toute impunité.

Venus d'Érythrée, du Mali, de Somalie ou encore du Soudan ainsi que de Syrie, d'Afghanistan, des milliers de migrants mettent leur vie en péril en embarquant sur des bateaux à destination de l'Europe. Du bouche à oreille ou par Internet via les réseaux sociaux, ils sont mis en relation avec des passeurs ou des trafiquants. « Ce sont des marchands de rêves sans scrupule qui les entassent comme des sardines. En plus des noyades, il y a des morts asphyxiés. Et

la traversée, c'est le dernier cauchemar. Avant cela, il faut arriver jusqu'en Libye et là, il faut attendre parfois deux à trois mois avant de monter sur un bateau », décrit Christiane Berthiaume, porte-parole de l'Organisation internationale des migrants (IOM) à Genève.

Les trafiquants peuvent organiser l'intégralité du voyage. Selon la porte-parole de l'IOM, les migrants paient entre 600 et 3 600 euros les trafiquants qui leur promettent un travail à l'issue du voyage. L'arrestation de 24 membres d'un réseau de passeurs en Italie, le 20 avril dernier, a révélé que les moyens de financements pouvaient être très organisés avec des numéros de dossiers impliquant des moyens de paiement via Moneygram ou Western Union. L'UE devra coordonner son action avec les pays du continent africain concernés pour espérer démanteler ces réseaux criminels.

L.O.